

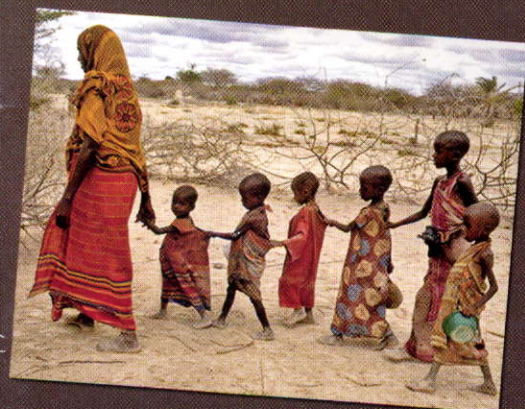
Afrique Démocratie

Mensuel Panafricain d'Informations Générales

ISSN N° 2230-0724 • AOÛT 2011 • N°06



PRIME A LA DEMOCRATIE



SOMALIE

La Corne de l' Afrique
en proie à la famine

MAURITANIE

Le recensement qui
suscite frustrations et
polémique



SENEGAL

L'INTROUVABLE
SUCCESEUR



GUINÉE ÉQUATORIALE

Teodoro O. Nguema
promet le changement



GABON

L'opposition menace
de tourner le dos

6 _ Abdoulaye Wade est-il délaissé par la France

POLITIQUE

7 - 10 _ Côte d'Ivoire

11 _ Guinée Equatoriale

12-13 _ Sénégal : l'introuvable successeur

14 _ L'impossible candidat pour BENNOO

15 _ Société Civile et Médiation politique

16 - 18 _ Médiation, neutralité, opposition

19 _ Gabon : Législatives 2011

20 - 21 _ Corne de l'Afrique :

Sécheresse et crise alimentaire

22 - 23 _ TCHAD : Extradition de Hissène HABRE

24 - 25 _ GUINEE : Alpha CONDE éprouvé

26 - 27 _ LIBYE : la solution politique en gestation

28 - 28 _ Note de lecture : Carnages,
guerres secrètes en Afrique

PASSE PRESENT

30 - 34 _ Kwamé NKRUMAH

ACTUALITÉS

38 - 42 _ Etats-Unis/Afrique :

Partenariat pour la démocratie

46 _ 49 _ Recensement des populations en Mauritanie

ECONOMIE

51 _ Guinée Equatoriale :

Amorce d'un nouveau développement

52 - 53 _ Sénégal :
Nouvelle loi anti-corruption/Circulation
transfrontalière

CULTURE

54 - 55 _ Jacqueline Scott LEMOINE

56 _ Festival des musiques en Côte d'Ivoire

SPORT

57 _ Football : Tottenham s'offre Souleymane Coulibaly



Afrique démocratie

Mensuel panafricain d'informations générales

ISSN N°2230-0724

Editée par AFRIKOM DIASPORA sarl

Associés :

Fanta Diakité - Daouda Ndiaye - Moustapha Diéye

Ninéma : 004326204 - RC : SN-DKR-2011 B, sise,

12, rue Mohamed V

Tél/fax : 00 33 822 75 90, BP 32399

E-mail : afrique.democratie@yahoo.fr

ADMINISTRATEUR

Moustapha DIEYE

(dieyemoustapha2000@yahoo.fr)

CONSEILLERS

Albert YANGARI (libreville)

Aminata TRAORE (Bamako)

Ibrahima SALL (Consultant International)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadou KASSE

(madoukasse@yahoo.fr)

COMITE EDITORIAL

Mamadou KASSE

Mame Less CAMARA

Moussa PAYE

Amadou GAYE

Cheikh Tidiane NDIAYE

Elie Charles MOREAU

Moustapha SENE

COLLABORATEURS EXTERIEURS

Bocar Alpha KANE (Paris)

Mouhamadou M. DIA (Paris)

Traoré Yacouba Diarra (Abidjan)

Mohamed HASSANI (Maroni)

Ndeidoum DAKUAMAREDE

(Njaména)

Abderrahmane CHAOUI (Maghreb)

Hadiza ADAMOU (Niger)

CONCEPTION

Afrikom Diaspora

PUBLICITE - COMMERCIAL - MARKETING

Afrikom Diaspora

DISTRIBUTION

A.D.P.

IMPRESSION

POLYKROME

Abdoulaye Wade est-il délaissé par la France ?



Par **Frédéric Treffel***

L'histoire des relations entre le Sénégal et la France incarne avant tout une aventure humaine où les acteurs n'ont jamais cessé d'exercer les uns sur les autres une fascination réciproque, mêlant à la fois des sentiments d'étrangeté et de proximité. Dans le cadre des indépendances et de la francophonie voulues

par les élites sénégalaises, cette histoire a montré que le Sénégal et la France bénéficiaient plus que jamais d'une zone économique, sociale et culturelle, vivante et dynamique, conçue comme un espace d'échanges, de dialogue, et de diffusion des savoirs, des connaissances, des techniques et des cultures.

Le peuple sénégalais n'a jamais perdu son attachement à des valeurs morales et spirituelles et un de ses traits communs est de promouvoir un développement durable qui accorde une place centrale aux valeurs relationnelles, à la cohésion sociale et aux valeurs immatérielles.

Or, il faut bien reconnaître que ce sont ces valeurs qui ont été battues en brèche par la grande manifestation populaire du 23 juin 2011 et les émeutes de l'électricité qui ont suivi du 27 juin. Elles ont contraint le Président Abdoulaye Wade à retirer son projet constitutionnel instituant un ticket Président et vice-Président de la République au profit de son fils Karim. Le Contrat social, défini par ce qui fait les fondements de la vie en commun, ce sont des règles, c'est le droit, c'est la constitution, mais c'est avant tout une éthique qui permet, au-delà de toute rhétorique, qui n'est qu'une technique oratoire, fût-elle excellemment maîtrisée, de distinguer le bien et le mal, le juste et l'injuste, le plaisir et la peine. Or, c'est cette capacité de jugement, cette éthique politique qui s'intègre dans l'unité d'un même savoir qui ne semble plus, l'âge venant, être l'apanage du président sénégalais et qui a éclaté au grand jour au vu et au su de chacun.

A la suite de ces événements, plusieurs observateurs se sont demandé si la France n'était pas en train de s'éloigner du Président Abdoulaye Wade. De fait, Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, déclarait le 9 juillet dernier, auditionné par les députés de l'Assemblée nationale française que ce dernier devrait s'appliquer à lui-même le conseil qu'il prodiguait à Kadhafi, de quitter le pouvoir : « Le Président Wade a très clairement pris position pour le départ de Kadhafi. Je serais tenté de dire qu'il faut éviter que les mêmes causes se produisent dans son pays », a déclaré le chef de la diplomatie. Puis : « Rester au pouvoir par tous les moyens, y compris en bricolant la loi électorale,

se faire élire avec 25% des voix, ne pas engager un certain nombre de réformes fondamentales pour tenir compte des aspirations de la population, malheureusement ça aboutit toujours au même résultat ». Par ailleurs, François Fillon, Premier ministre français, qui s'est rendu dans sa tournée africaine du 14 au 17 juillet, en Côte d'Ivoire, au Ghana, et au Gabon, ne s'est pas arrêté à Dakar. Enfin, l'ambassadeur de France au Sénégal, Nicolas Normand, qui n'est pourtant pas un opposant au régime, rendait visite le 23 juillet à la suite de la manifestation place de l'Obélisque du mouvement M23, à Idrissa Seck, ancien Premier ministre et candidat à l'élection présidentielle. Et ne parlons pas de la révélation par l'avocat d'affaires franço-sénégalais Robert Bourgi, du coup de fil resté sans suite que lui a passé dans la nuit du 27 au 28 juin, le fils du président de la République, et ministre d'Etat Karim Wade, pour lui demander d'intercéder auprès de l'Elysée en faveur d'une intervention de l'armée française.

En fait la position de la France, à travers ses différents porte-paroles paraît cohérente et l'est d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a été définie non pas à la suite de la manifestation du 23 juin et des émeutes qui ont suivi à Dakar, comme on pourrait le penser, mais à la suite des révolutions arabes du mois de janvier dernier. L'appui français s'inscrit désormais dans le cadre d'une politique visant à protéger les civils et à répondre aux besoins des populations. Il ne s'agit plus d'une politique visant à défendre ses intérêts ou ceux des dirigeants en place. Espérons que ces derniers, actuels ou futurs, trouvent désormais leurs plus grands soutiens dans les sociétés civiles, qui épuisées par les épreuves quotidiennes, n'aspirent qu'à la paix et à la prospérité.

**Professeur des universités associé
en sciences politiques et communication
Université de Cergy-Pontoise-France
frederic.treffelatwanadoo.fr*



*Le port du futur:
une ambition en marche!*



Extension du Terminal à conteneurs

Plateforme de Distribution

Gai Maritime

Réhabilitation du Môle 2



Port Autonome de Dakar

21, Bd de la Libération BP 3195 Dakar/Sénégal

Tél: +221 33.849.45.45 - Fax: +221 33.823.36.06

Email: pad@portdakar.sn

www.portdakar.sn